

La résilience : une technologie du consentement ?

Par Thierry RIBAUT

CLERSE (Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques),
CNRS-Université de Lille

Dès les années 1940, la notion de résilience est sortie de son champ d'application originel – la physique des matériaux – pour devenir le couteau suisse thérapeutique de la société industrielle. Il n'existe désormais plus aucune catastrophe, personnelle ou collective, dont certains promoteurs de la résilience ne se saisissent en exhortant chacun à faire de sa destruction une source de reconstruction, et de son malheur une source de bonheur. Selon les partisans de l'accommodation, être résilient signifie non seulement être capable de vivre malgré l'adversité et la souffrance, mais surtout être capable de vivre grâce à elles, de grandir et de s'adapter par la perturbation et la rupture, et de faire acte de foi envers elles. En réalité, cette idée est inapplicable dans beaucoup de situations d'exposition toxique, pathogène ou radioactive. L'analyse critique de ces politiques de résilience appliquées à ce type de désastres – de Fukushima à la constitution d'une mission parlementaire sur la résilience nationale, en passant par l'opération militaire « Résilience » pour mener « la guerre contre l'épidémie de Covid-19 » et la loi « Climat et résilience » –, montre comment elles construisent autour de cette notion¹ une sorte de nouvelle « religion d'État ». Elle peut néanmoins être aussi utilisée pour détourner l'attention des causes des désastres vers leurs effets ; pour se défocaliser de l'objectivité de la catastrophe et se concentrer sur la subjectivisation de sa gestion et de sa narration ; pour mettre sous le boisseau des affects supposés négatifs, notamment la peur et la colère, au profit d'une survalorisation de ceux supposés positifs, comme la solidarité et la responsabilité. La résilience n'est donc pas une notion détournée, mais un instrument de détournement : elle devient une technologie du consentement.

Une inquiétante lignée

La résilience tire son héritage sémantique et cognitif de la science des matériaux. Le bois, pour les traverses de chemin de fer, au début du XIX^e siècle, puis les métaux, notamment pour la guerre, au début du XX^e, étaient dits « résilients » pour leur capacité à absorber de l'énergie sous l'effet d'une déformation ou d'un choc, avant de revenir à leur état initial. Conformément à l'invasion des sciences sociales et de la société elle-même par l'enivrement thérapeutique², la résilience sera mobilisée, à partir des années 1940, en tant qu'élément de la psycho-sociologie positive pour notamment caractériser, dans la société américaine, le comportement « non destructif » de jeunes issus de milieux pauvres, à savoir qu'ils se montrent capables d'échapper au chômage

chronique, à la toxicomanie et aux naissances hors mariage pour les jeunes filles, sachant « tirer avantage de toute occasion pour s'améliorer », et sont porteurs de caractéristiques rédemptrices : constituant des familles peu nombreuses, avec des naissances espacées, et bénéficiant de l'attention d'une personne bienveillante et détenant les ferments d'« une profonde foi religieuse »³. On retrouve quatre-vingts ans plus tard cette dernière conviction chez le neuropsychiatre et éthologue Boris Cyrulnik, pour qui « la neuro-imagerie confirme l'effet thérapeutique de Jésus et nous explique comment ça marche ». Il conclut que la « foi est donc bel et bien un facteur de résilience »⁴ et confirme l'idée que le champ cognitif de la résilience, proche du religieux, se prête aisément à une utilisation manipulateur.

L'importation en écologie de cette notion de résilience se fera officiellement dans les années 1970, après que les frères Odum, biologistes dépêchés au milieu des années 1950 par l'US Atomic Energy Commission pour étudier les effets de l'irradiation liée aux essais atomiques américains sur les atolls coralliens micronésiens situés au centre de l'océan Pacifique, ont élaboré

¹ Ce qui n'empêche pas la notion d'être mobilisée par le monde de la publicité et des entreprises à des fins diverses.

² L'invasion de la vie sociale et familiale américaine par l'état d'esprit thérapeutique a été théorisée par Philipp Rieff (*The Triumph of the Therapeutic*, Harper et Row, 1966), puis par Christopher Lasch (*The Culture of Narcissism: American Life in an Age of Diminishing Expectations*, New York, Norton, 1979). Ce dernier argue notamment du fait que la structure de la personnalité narcissique à laquelle aboutit cette invasion génère un individualisme où le sujet craint l'engagement dans des liens durables, a peur du vieillissement, voue une admiration sans borne à la popularité et à la gloire, et manque, finalement, d'individualité.

³ WERNER Emmy E. (1971), *The Children of Kauai: a Longitudinal Study from the Prenatal Period to Age Ten*, Honolulu, University of Hawaii Press.

⁴ *Libération*, 7 mars 2019.

un modèle d'écosystème structuré et autorégulé qui fournira les premières applications des concepts énergétiques et des lois de la thermodynamique aux systèmes écologiques. L'« écologie des radiations », dont l'objet est l'étude de la capacité du vivant à s'adapter à sa propre destruction et à en tirer parti, constitue donc un jalon important de l'écologie systémique, bien que celle-ci repose sur le concept illusoire de système clos ou d'isolat⁵. Malgré ces limites, l'intégration du concept de système dans l'écologie de la modélisation a permis des progrès en termes de compréhension et de vulgarisation. Ainsi, l'écologue Crawford Holling développera un programme de « sécurité écosystémique » plus libéral, du type « commande et contrôle », qui prendra le nom explicite de « Résilience ». Celle-ci est définie comme « la capacité d'un système à supporter l'impact de chocs déstabilisateurs », qui lui permettent néanmoins de « se réorganiser rapidement et efficacement afin de capitaliser sur des opportunités émergentes »⁶.

Durant les décennies 1990 et 2000, aux États-Unis et en France, le recours à la notion sera généralisé à de nombreuses « expériences douloureuses » – cancer, sida, perte d'un proche, captivité, catastrophes naturelles et industrielles, attentats, maltraitance –, autant d'épreuves que les êtres humains sont censés accepter en leur trouvant un sens, en conservant leur dignité morale et le respect de soi et, accessoirement, en n'y laissant pas leur vie. Ce baume de la réparation est désormais appliqué aux divers champs scientifiques, allant de l'écologie (changement climatique, érosion des sols) jusqu'aux sciences sociales (géographie, urbanisme, gestion d'entreprise), en passant par l'ingénierie (réseaux, construction, énergie) et autres sciences des désastres. Plus récemment, la neurobiologie s'en est emparé pour définir les capacités physico-chimiques de chacun à résister au stress, tandis qu'est avancée l'hypothèse d'une résilience épigénétique, donc héréditaire.

De la résistance et la déformation de la matière à la résistance et la déformation des êtres humains et du vivant en tant que matière, il s'agit d'explorer les mille et une manières de faire plier l'objet concerné sans le rompre, afin de le rendre conforme à son milieu et aux pressions subies, et éventuellement de sortir renforcé de l'épreuve. « Sans rompre » signifie, pour les « objets humains » concernés, produire pour consommer, être un bon citoyen en se soumettant sans cesser de vivre, en survivant, autant dire, être résistant sans opposer de résistance.

La « résilience nationale »

Pour la récente mission parlementaire d'information sur la résilience nationale, face à l'impossibilité de s'atta-

quer aux causes des catastrophes, il ne resterait plus qu'à rendre « nationale » la résilience, autrement dit à apprendre à chacun à faire face aux « risques », à se préparer à « vivre en mode dégradé », à « s'adapter en continu » et à « développer des représentations mentales » pour « mieux rebondir » et atteindre « une quiétude de l'esprit ». Israël et ses Resilience Community Centers constitueraient un modèle, tout autant que la permaculture⁷.

Si l'on se réfère à la lecture du rapport final⁸ de cette mission placée sous l'égide de la Commission de la Défense nationale et des forces armées et visant à la présentation d'un projet de loi « Engagement et résilience de la nation » au début de la prochaine législature, il s'agit d'« envisager les chocs de toute nature auxquels le pays doit se préparer » et d'éduquer les citoyens à être des bons soldats au service d'une « défense totale » de la nation. Dans un contexte de « conflictualité généralisée à tous les espaces » et de « compétition stratégique » entre grandes puissances, ces élus en appellent à un engagement en faveur d'un durcissement de la nation qui ne peut passer que par un endurcissement des individus. Ils s'inquiètent du fait qu'« auparavant, alors que l'effort de guerre et ses répercussions sur la population française étaient considérables, ils étaient [néanmoins] acceptés par la société », tandis qu'aujourd'hui, « l'acceptabilité sociale des crises et des difficultés est devenue plus faible »⁹. Comment les adeptes de cette « résilience nationale » envisagent-ils de nous permettre de nous adapter aux désastres ?

Fatalisation des désastres

Des risques et menaces divers sont identifiés, souvent sans en évoquer les moyens intérieurs de prévention et d'atténuation : il en va de la guerre des mini-satellites en orbite basse, indispensables au déploiement de la 5G, comme de la « menace cyber », de la crise climatique, des épidémies de maladies infectieuses émergentes, des pannes de services Internet, des tentatives de déstabilisation par la désinformation ou des agressions directes. Par exemple, la leçon principale tirée de la crise sanitaire réside dans la nécessité d'être solidaires, non pas pour avoir suffisamment de lits d'hôpitaux pour faire face à la prochaine pandémie annoncée, mais pour « renforcer significativement notre autonomie en matière de production industrielle et d'approvisionnements ». Effectivement, à quoi servirait ces lits supplémentaires dès lors que « la crise sanitaire a montré l'aptitude remarquable de notre pays à résister aux conséquences de la catastrophe », notamment grâce au « dynamisme de la société civile » et à « des services publics développés et performants »¹⁰ ?

⁵ DELOUGHREY Elizabeth M. (2013), "The Myth of Isolates: Ecosystem Ecologies in the Nuclear Pacific", *Cultural Geographies*, vol. 20, n°2, Special issue: Islanding cultural geographies, avril, pp. 167-184.

⁶ HOLLING Crawford S., GUNDERSON Lance H. & PETERSON Garry D. (2002), "Sustainability and Panarchies", in HOLLING C. S. & GUNDERSON L. H. (ed.), *Panarchy: Understanding Transformations in Human and Natural Systems*, Washington, DC, Island Press, pp. 63-102 (p. 76).

⁷ Extraits de l'audition à laquelle l'auteur a pris part le 22 juillet 2021 : https://videos.assemblee-nationale.fr/video.11094908_60f92e5125b4d.resilience-nationale--table-ronde-reunissant-enseignant-chercheur-et-professeur-22-juillet-2021

⁸ Rapport du 23 février 2022 : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/resinat/115b5119_rapport-information#

⁹ *Ibidem*, note 8, p. 95.

¹⁰ *Ibid*, note 8, p. 18.

Tout en soulignant avec force le rôle des activités humaines dans l'« accélération de la fréquence des épidémies », notamment en matière d'élevage intensif et d'urbanisation échevelée, il nous est proposé comme unique solution la résilience en tant qu'arme d'adaptation massive aux effets des catastrophes, à défaut de rechercher l'abolition de leurs causes. Ainsi, non seulement le modèle de la ferme industrielle n'est aucunement questionné, mais la concentration des exploitations est encouragée par la nature des actions bio-sécuritaires (confinement, vaccination, destruction de cheptels). De même, considérer l'énergie nucléaire comme réponse au dérèglement climatique, tout en reconnaissant qu'« elle comporte inévitablement des risques industriels, sanitaires et environnementaux » et « s'accompagne d'exigences supplémentaires de prévention des accidents et de résilience en cas de survenue de ces derniers »¹¹, est une manière de substituer la fatalité des « risques » liés à l'atome à celle des risques liés au réchauffement. Car « résilier » signifie ici « gouverner dans la fatalité des désastres », sans jamais se demander si l'adaptation est véritablement adaptée.

Le nouvel esprit des catastrophes

Les programmes d'accommodation des politiques de résilience donnent à penser que l'initiative locale, voire privée, ainsi que la perspicacité psychologique permettent de maîtriser les conditions objectives des désastres. Les réponses apportées en appellent à un bricolage de la préparation aux risques dont le cœur doctrinaire est le "Do-It-Yourself" (DIY), où chacun, convaincu de vivre par choix avec ces risques, vient faire son shopping de la survie afin d'élaborer sa propre résilience vendue en kit. La loi « Climat et résilience » fournit un bon exemple de l'expression de cet impératif de préparation : préparation par l'éducation, par « l'accélération de l'évolution des mentalités » et la responsabilisation individuelle. Il s'agit aussi d'un impératif de dépassement qui, dans ses incantations au « monde d'après » dans lequel on est censé rebondir après l'épreuve, renvoie les origines des désastres à la contingence. Rendue subjective, la catastrophe, qui n'est plus ce qui survient mais l'impréparation à ce qui est advenu, devient une question à régler avec soi-même, un dépassement et une victoire à remporter sur la peur, une responsabilisation et une prise en main autonome de son propre destin. Le gonflement des injonctions individuelles finit par masquer la nécessité des choix collectifs. Faisant fi de l'histoire de la société industrielle et de son cortège de nuisances et de risques nouveaux, la résilience, au plan national ou territorial, exhorte, à travers la « culture du risque », à se critiquer soi-même et faire son mea culpa, de plus en plus aux dépens de la critique des conditions de la situation. Nous voici face au nouvel avatar de la raison catastrophique qui nous trouve toujours de bonnes raisons de tirer parti du pire, au nom du pire.

La résilience fait la promesse d'une réparation individuelle et collective qui ne peut être portée que par

un appel à la participation de chacun, autrement dit par une cogestion générale des désastres et de leurs suites, entretenant ainsi la confusion pour le sujet entre son accomplissement et les nécessités que lui impose sa survie en milieu catastrophique. Ainsi, pour le Centre ressource du développement durable (CERDD) – cette agence environnementale présente dans les Hauts-de-France –, il s'agit d'« intégrer les citoyen(ne)s : [de les emmener] d'une vision pessimiste, d'une "déprise" du territoire [vers] l'engagement, la participation et la formulation d'un récit commun », car « la résilience ne peut se penser, ni se faire sans la participation de tous et toutes »¹².

L'incantation à la résilience peut aller jusqu'à un éloge du sacrifice, sous couvert de solidarité, comme l'atteste le rapport précité : « Des centaines d'exemples d'héroïsme civil et militaire montrent la résistance collective des peuples face aux épreuves – famines, invasions, exils – qu'ils traversent, illustrant que les membres d'une société humaine peuvent être habités par un sentiment ou des idéaux qui leur paraissent plus élevés que leur propre vie ». Nous voici donc rassurés sur l'avenir, du fait que « la crise du Covid a prouvé que des milliers de citoyens étaient prêts à s'engager, y compris en prenant des risques »¹³. On ne s'étonnera donc pas qu'outre l'« évaluation des effectifs directement mobilisables pour contribuer à la résilience nationale, c'est-à-dire des hommes et des femmes susceptibles d'intervenir en première ligne en cas de crise grave », les rapporteurs préconisent une généralisation du service national universel et du port de l'uniforme dans les écoles. Ainsi peut-on lire que « chez de nombreux jeunes et moins jeunes, l'abondance inhérente à la société de consommation a fait oublier la possibilité du manque matériel ; l'habitude du confort a fait perdre l'aptitude à la rusticité » aboutissant à « une société qui assimile moins le risque et le danger, et perd en résilience face à l'adversité »¹⁴. Nous serions en quelque sorte des sous-femmes et des sous-hommes à qui il est enjoint de se tenir prêts à rallier héroïquement l'espace canonique de la résilience sans cesse en expansion. Car pour certains précepteurs de résilience, dans ce « monde en guerre » dans lequel nous sommes projetés et auquel il nous faut nous accommoder à tout prix, on ne souffre jamais en vain.

La tentation de gouverner par la peur de la peur

« Nous avons tous le devoir de faire prendre conscience à nos concitoyens que le monde qui les entoure est un monde violent et qu'ils vont être rattrapés par cette violence très rapidement, quoi qu'il arrive »¹⁵. Et une fois ce vent de panique semé, les rapporteurs prescrivent d'« éviter que s'immisce au sein de la population des

¹¹ *Ibid*, note 8, p. 67.

¹² <http://www.cerdd.org/>

¹³ *Ibid*, note 8, pp. 140-142.

¹⁴ *Ibid*, note 8, pp. 93-94.

¹⁵ *Ibid*, note 8, p. 95.

jeunes une peur du futur », car « si ce futur est perçu comme hostile, comme menaçant, cela devient [dès lors] très problématique (...), la propension à l'anxiété et à la frustration des générations actuelles tendant à réduire notre capacité de résilience collective dans une situation de crise grave. »

Dans cet exercice de double-pensée, où il faut simultanément avoir peur et cesser d'avoir peur, il s'agit donc d'évacuer cette anxiété redoutée pour mieux se préparer au pire plutôt que se révolter contre les causes de cette violence. L'objectif est de nous faire intérioriser la menace et de transformer la réalité physique et sociale du désastre en une nécessité à laquelle on ne peut se soustraire, amenant chacun à faire l'impasse sur ce à quoi il est contraint de se soumettre pour tenter de répondre à cette menace.

Au Japon, des suites de Fukushima, il a été créé en 2012 un « ministère de la Construction de la résilience nationale » chargé notamment de la politique de décontamination des zones souillées et de la politique de retour des populations dans ces zones. Ainsi, le professeur Shinichi Niwa, responsable du volet psychiatrique de l'Enquête de gestion sanitaire de la population, rappelle que « les gens peuvent se sentir en sécurité lorsqu'ils exécutent eux-mêmes les travaux de décontamination plutôt que de les laisser faire par d'autres ». Ce qui est une manière de fabriquer du consentement en transformant une pression externe en motivation interne. L'expert poursuit : « Il est très important, pour calmer la peur, d'être exposé aux radiations »¹⁶, consacrant de fait, sans rougir, l'inversion logique de faire de la maladie un symptôme de la guérison.

On se souvient aussi du « On n'en finira pas avec le Covid-19, mais il faut éradiquer la peur » de Michael Ryan, le directeur des opérations d'urgence de l'OMS, pour qui il faut « apprendre à vivre avec le virus ». Le rapport français de la mission sur la résilience nationale s'inscrit dans la même prophylaxie participationniste, en demandant aux citoyens de cogérer les catastrophes avec des bouts de ficelle et faire en sorte qu'ils se calment : « Votre rapporteur estime qu'il est indispensable qu'en France, les populations soient mises en position d'acteurs plutôt que de consommateurs, comme lorsque nous avons été incités à fabriquer nous-mêmes des masques sanitaires. Cette implication pourra, en retour, réduire le sentiment éprouvé d'anxiété, voire d'angoisse »¹⁷.

Car, dans le monde de la résilience, agir, c'est oublier de manière olympienne. Un des piliers de l'économie politique du consentement réside dans son régime affectif qui estampille, privilégie et promeut certains registres émotionnels comme étant appropriés et désirables – l'espoir, le bonheur, la responsabilité, l'anticipation, l'aspiration à un avenir meilleur, la solidarité cosmopolite et l'auto-assistance – au détriment d'émotions jugées non désirables – le tempérament fougueux, l'irritation, le ressentiment, la colère, l'inquiétude, l'effroi, le

stress et l'affliction. Les émotions censées contribuer au consentement à une vie dans un environnement contaminé seront placées au plus haut dans la hiérarchie, tandis que celles, jugées négatives, mais susceptibles d'aider à concevoir et de soutenir un questionnement sur le bien-fondé de l'accommodation, seront classées tout en bas de l'échelle et appréhendées comme des maladies nécessitant d'être soignées.

Affectant de contribuer à mettre les populations à l'abri de leur anxiété, la résilience et ses apôtres réduisent au silence la liberté pour ces dernières d'avoir peur. Or, si l'on reprend ici l'analyse proposée par Günther Anders, cette liberté renvoie à la capacité d'une population donnée d'« éprouver une peur à la mesure du danger qui pèse sur elle, de ressentir la quantité d'angoisse qu'il faut que nous ressentions si nous voulons vraiment nous libérer du droit d'être libérés de la peur, et avoir peur afin d'être libres »¹⁸. La peur contribue à la prise de conscience que nous menons une existence dans un monde faux, qui nous enferme dans une vie calculée que l'on passe à qualifier les risques, à évaluer nos chances de survie, à organiser cette survie en optimisant nos comportements et en nous endurcissant pour faire front face au pire. Le monde faux est un monde que le sujet ne peut faire sien, dont il est exclu et où il ne peut se sentir chez lui, sauf sous la contrainte. Il ne s'agit plus alors de liberté, mais de se rendre disponible pour un monde dont on ne peut disposer, mais qui dispose de nous. Un monde dans lequel l'existence est transformée en un processus sans fin de gestion des menaces, où elle est mutilée, car elle est « une vie qui ne vit pas », pour reprendre l'expression d'Adorno, tant elle est soumise à une organisation intégrale fondée sur la technologie et au contrôle permanent d'une rationalité instrumentale. Dans un tel monde où le sujet est structurellement placé sous la menace permanente, la peur lui permet surtout d'opposer son refus d'être l'objet d'un ajustement indéfini au nouvel environnement, et ainsi de pouvoir s'attaquer aux causes réelles de cette menace. Or, en codifiant la peur sous forme de risques, la résilience constitue un outil central dans la fabrication du consentement reposant sur l'apprentissage de la peur de la peur elle-même. Consentir, c'est certes vivre dans l'obéissance, mais en étant soulagé de son poids intrinsèque par des affects de joie. Alors qu'elle est un moment indispensable pour prendre conscience des causes qui nous amènent à l'éprouver et qu'elle peut stimuler en nous la colère et la nécessité de bouleverser une organisation qui se nourrit du désastre qu'elle génère, la peur est devenue le symptôme d'une maladie de l'inadaptation, que la résilience est censée soigner.

Et c'est bien dans la tentation de gouverner par la peur de la peur que s'inscrit le rapport précité lorsqu'il recommande d'abandonner le principe de précaution, qui concerne lui la prévention des causes des désastres, faisant de ce dernier une émotion négative. Ce principe, jugé « omniprésent » et qui ferait l'objet d'une

¹⁶ RIBAUT Thierry (2021), *Contre la résilience – À Fukushima et ailleurs*, Paris, Éditions de l'Échappée, p. 97.

¹⁷ *Ibid*, note 8, p. 97.

¹⁸ ANDERS Günther (2002), *L'Obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle (1956)*, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances/Éditions Ivrea, p. 296.

« utilisation abusive », contribuant à « donner le primat à l'émotion et à l'irrationalité »¹⁹, devient un empêchement de résilier en rond. Les auteurs en appellent à une évolution collective de notre rapport au risque, « en passant du principe de précaution à un principe de résilience, qui reposerait sur une approche bénéfico-risque perçue comme plus souple et plus dynamique ». Il est vrai que la phobie de la précaution constitue une excellente équipe avec la résilience. Non seulement par sa négation du négatif, elle liquide la peur, responsabilise les victimes et fait acte d'obédience envers l'administration du désastre, mais aussi, elle qui est si encline à dénoncer l'opinion et les émotions comme mode biaisé de connaissance, elle encourage en réalité le racornissement de la conscience et l'incapacité à l'expérience, qui sont tout deux propres à, précisément, diffuser et banaliser l'opinion au point d'en faire une opinion dominante préservant le statu quo. Conscients du fait que « la communication gouvernementale est un enjeu majeur de bonne gestion d'une crise », les défenseurs de la résilience nationale confirment que l'administration des désastres, c'est-à-dire la cogestion généralisée des catastrophes et de leurs dégâts, est indissociable de l'administration des sentiments et des émotions à leur égard. Car la morale de la fable de la résilience est toujours la même : rien ne sert de se fâcher, il faut résilier à point.

Conclusion

La résilience n'est ni une notion détournée ni une simple rhétorique. Elle est devenue une technologie du consentement, c'est-à-dire à la fois un discours tenu sur la technique et une technique en elle-même. Ainsi, se dessinent les contours d'une économie politique du consentement placée sous la houlette de la résilience, qui peut être appréhendée à cinq niveaux, lesquels sont autant de strates de l'action politique dans laquelle est engagée l'administration du désastre.

Le premier niveau est celui du **consentement par et à la technologie**, notamment par et aux technologies de la survie et aux industries liées censées répondre aux nuisances de la technologie concernée. Ces technologies et industries de la survie, qui sont autant de tentatives de domptage de la nature, peuvent couvrir un large spectre, allant, dans le contexte de Fukushima, de l'édification pharaonique du Grand Mur du Japon – une infrastructure de béton de 450 kilomètres de long et de 8 à 15 mètres de hauteur, qui, pour un coût de 12 milliards d'euros et au prix de la destruction de la vie marine, de la pêche artisanale et du panorama, est destinée à arrêter des raz-de-marée comme celui de 2011, dont les vagues de 39 mètres ont par endroit dévasté les côtes –, de la construction d'un mur de glace (inefficace) autour de la centrale pour freiner l'écoulement des eaux souterraines et de technologies de filtrage et de récupération des eaux chargées en radioéléments, jusqu'à des expérimentations robotiques, agricoles, biologiques et médicales pour lutter contre

les cancers liés à la radioactivité. L'appel à la résilience lancé par les administrateurs du désastre s'inscrit dans une longue série de ripostes technologiques conduites au coup par coup et censées répondre à l'inefficacité des solutions antérieures, ajoutant ainsi de nouveaux échecs à la longue liste des échecs précédents. Le recours à de nouvelles technologies vaccinales – les thérapies géniques – dans le cadre de la catastrophe du Covid-19 s'inscrit pleinement dans cet appel à la résilience où, non seulement les causes potentielles reconnues de l'épidémie – les zoonoses, notamment – ne sont en rien questionnées, mais, au contraire, aggravées²⁰. Un épisode pandémique, où, si l'on en croit le numéro deux de l'OMS et conformément à tout « programme de contrôle » qui se respecte, l'on doit « injecter chaque année à la population un rappel de vaccin contre le coronavirus », tout en avertissant que « si les gens pensent que l'on peut substituer la vaccination à des comportements personnels de précaution, et que le vaccin est un passeport pour la salle de gymnastique, ils vont être profondément choqués quand ils vont se retrouver, comme des somnambules, confrontés à un nouveau pic, à une nouvelle vague et, donc, aux prochains confinements »²¹.

Socio-métabolique, le second niveau réside dans le **consentement aux nuisances**. La finalité est ici de rendre le « vivre avec » le désastre et ses suites sinon incontournable, voire nécessaire. Il va dès lors s'agir d'humaniser à tout prix les contraintes liées à l'adaptation, d'où l'exhortation incessante des communicateurs du risque à une mobilisation des émotions « positives » de chacun de nous. L'objectif est d'ôter à la peur – cette attitude irrationnelle – son objet extérieur, et, une fois que celle-ci aura été transformée en une histoire subjective, l'accident ne sera plus qu'une inquiétude personnelle à surmonter, qui, une fois surmontée, dissipera le danger lui-même. Le consentement à travers la résilience vise à guérir les complexes des individus et à les soulager des charges irrationnelles qui pèsent sur eux, sans pour autant modifier les raisons ou l'origine de ces charges, menant ainsi chacun de nous au refoulement et au durcissement.

Le troisième niveau est d'ordre politique. Le **consentement à la participation** fonde, à travers la cogestion des dégâts, la déresponsabilisation des décideurs et la culpabilisation des victimes. Pour qu'il soit irréprochable et légitime, le consentement doit être informé, éclairé. En transformant ses victimes en acteurs, le désastre devient le terrain d'essai de leurs capacités de résistance. Le statut même de victime est ainsi dilué dans la cogestion des dégâts, tandis que celui du désastre l'est dans la promesse de l'avènement d'un « nouveau départ », garanti par la résilience. La cogestion du désastre se déroule simultanément à l'absorption de celui-ci par la société dans son ensemble.

²⁰ BARTHOLEYNS Gil (2021), *Le hantement du monde – Zoonoses et pathocène*, Éditions Dehors.

²¹ RYAN Michael, <https://www.statnews.com/2021/02/09/a-qa-with-whos-emergencies-chief-on-covid-19-why-hes-hopeful-and-when-normalcy-might-return/>

¹⁹ *Ibid*, note 8, p. 106.

Le quatrième niveau est épistémologique. Si l'on nomme « articulation » la manière dont les personnes apprennent à identifier et à interpréter les niveaux accrus d'exposition à des substances toxiques et leurs effets sur la santé, le **consentement à l'ignorance** est un processus qui s'apparente à une désarticulation, dans la mesure où il consiste à nous désapprendre à être affectés par ce qui nous touche au plus profond de nous, notre santé notamment, mais aussi notre désir de liberté et de vérité. Dans cette perspective, l'ignorance n'est pas seulement ce que l'on ne sait pas, c'est aussi tout ce qui contribue à rendre acceptable – et donc à y consentir – le fait d'ignorer ce que l'on sait déjà et que l'on finit par préférer ne pas savoir, ou qui n'aboutit à aucune action conséquente fondée sur cette connaissance. En classant la connaissance existante dans les catégories des « controverses » et des « incertitudes » indéfinies, le consentement à l'ignorance contribue à une forme de procrastination scientifique : ce sont toujours les études et les enquêtes non encore réalisées qui fourniront les résultats les plus probants. En attendant, chacun est sommé d'être un irradié ou un intoxiqué apaisé et souriant, l'objectif étant de « libérer les esprits », là où, en fait, ce sont les corps qui sont exposés à la dégradation.

Le cinquième niveau, qui relève de l'action politique et qui est transversal aux quatre autres, est d'ordre cognitivo-expérimental : il s'agit du **consentement à l'entraînement, à l'apprentissage et à l'expérimentation** de conditions de vie dégradées par le désastre. Au-delà d'encourager l'acceptation sociale et la responsabilisation individuelle, ladite remédiation est un moyen de tester les modalités stratégiques de la communication en matière de risque, en observant comment les populations se comportent et réagissent non seulement face aux outils et processus de quantification et de contrôle, mais aussi face à la peur, aux autorités et aux experts.

Elle met à l'épreuve de la réalité et de leur implémentation au niveau politique certains pseudo-concepts comme l'"empowerment", la « culture pratique radiologique », « la culture du risque », ainsi que les technologies du consentement qui leur sont associées, dont la résilience elle-même, permettant ainsi un affinement et un ajustement des protocoles d'administration du désastre, y compris au niveau international. "Work in progress" est le mot d'ordre de la raison catastrophique.

Ainsi, les parlementaires français préconisent de créer une « journée nationale de la résilience consacrée à la défense citoyenne et à la protection civile », sur le modèle de la journée de prévention des désastres organisée annuellement au Japon depuis le tremblement de terre survenu dans la région du Kanto, le 1^{er} septembre 1923. Pourtant, pour ne prendre que cet exemple, les 23 500 morts et disparus lors du séisme et du tsunami de mars 2011 ayant entraîné l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, les 90 000 liquidateurs et décontaminateurs mobilisés dans des conditions de sécurité discutables, la hausse des cas de cancer de la thyroïde chez les mineurs, les 150 000 à 200 000 déplacés et les 2 267 décès liés directement ou indirectement à l'évacuation suite à la débâcle nucléaire, dont la charge financière publique cumulée est de l'ordre de 626 milliards, soit un montant proche de la facture consécutive à l'épuration de la « crise des subprimes » aux États-Unis en 2008²², montrent que la « culture du risque » a manifestement ses limites.

²² KOBAYASHI Tatsuo, SUSUKI Tatsujiro & IWATA Kazumasa (2017), *Public Financial Burden of the Fukushima Nuclear Accident*, Japan Center for Economic Research, 7 mars.